

<u>BENCH AND CANADIAN BAR ASSOCIATION LIAISON COMMITTEE</u>	<u>COMITÉ DE LIAISON ENTRE LA MAGISTRATURE ET L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN</u>
<u>MINUTES OF MEETING</u>	<u>PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION</u>
<u>FRIDAY, NOVEMBER 3, 2006 AT 10:00 A.M.</u>	<u>LE VENDREDI 3 NOVEMBRE 2006, À 10 H</u>
<u>BOARDROOM 90 SPARKS, 12TH FLOOR</u>	<u>SALLE DE CONÉFENCE 12^e ÉTAGE, 90, RUE SPARKS</u>
In attendance:	Présents :
Chief Justice Richard Chief Justice Lutfy Justice Pelletier Justice Sexton Justice Lemieux Justice Heneghan Justice O'Reilly Justice Phelan Mr. Robert Jetté, Q.C. Ms. Kerri Froc Ms. Elizabeth Elliot Mr. Lorne Waldman Mr. Peter Grant Mr. Brian Evernden Mr. Guy Dufort Mr. Wilfred Lefebvre, Q.C.. Ms. Michèle Hurteau Ms. Suzanne Labbé Ms. Chantelle Bowers Mr. Wayne Garnons-Williams	M. le juge en chef Richard M. le juge en chef Lutfy M. le juge Pelletier M. le juge Sexton M. le juge Lemieux Mme la juge Heneghan M. le juge O'Reilly M. le juge Phelan M. Robert Jetté, c.r. M ^c Kerri Froc M ^c Elizabeth Elliot M ^c Lorne Waldman M ^c Peter Grant M ^c Brian Evernden M ^c Guy Dufort M ^c Wilfred Lefebvre, c.r. Mme Michèle Hurteau Mme Suzanne Labbé M ^c Chantelle Bowers M ^c Wayne Garnons-Williams
Recording Secretaries: Mr. François Giroux, Executive Officer, Federal Court of Appeal Mr. Andrew Baumberg, Executive Officer, Federal Court	Secrétaires de la réunion : M ^c François Giroux, attaché de direction, Cour d'appel fédérale M ^c Andrew Baumberg, attaché de direction, Cour fédérale

<p>1. Opening Remarks</p> <p>Chief Justice Richard thanked outgoing Bar representatives Mr. Matas and Mr. Pound for their support of the work of the Courts.</p>	<p>1. Mot de bienvenue</p> <p>Le juge en chef Richard remercie les représentants sortants du Barreau, MM. Matas et Pound, pour leur appui aux travaux des Cours.</p>
<p>Chief Justice Richard then provided a brief update regarding the Federal Court of Appeal:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recent Appointment of the Honourable C. Michael Ryer, bringing experience in tax law – swearing-in on December 1 ▪ Attendance at various meetings, including CBA annual meeting (August) and Court’s annual meeting (September) ▪ Toronto Federal Judicial Centre opened – 200+ in attendance ▪ Pro-Bono: meeting in Ontario to expand program – focus next on Quebec 	<p>Le juge en chef Richard fait ensuite un bref compte rendu concernant la Cour d’appel fédérale :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ récente nomination de l’honorable C. Micheal Ryer, qui contribue son expérience en droit fiscal – cérémonie d’assermentation le 1^{er} décembre; ▪ participation à diverses réunions, y compris la réunion annuelle de l’ABC (août) et la réunion annuelle des Cours (septembre); ▪ ouverture du Centre judiciaire fédéral de Toronto – plus de 200 personnes étaient présentes; ▪ Pro Bono – réunion en Ontario concernant le développement du programme – prochaine priorité : le Québec.
<p>2. Adoption of the Minutes (June 16, 2006)</p>	<p>2. Adoption du procès-verbal (16 juin 2006)</p>
<p>Kerri Froc: Name misspelled.</p>	<p>Kerri Froc : Nom mal orthographié</p>
<p>CBA ITEMS:</p>	<p>POINTS SOULEVÉS PAR L’ABC :</p>
<p>3. Report on the Aboriginal Law Federal Court Bench and Bar Liaison Group</p> <p>Report by Peter Grant and Justice Lemieux re October 21, 2006, meeting re expert witnesses. Justice prepared a discussion paper, including a key issue: often 1000’s of documents are tendered but only 100’s are used. There is need for early case management and for experts on both sides to work together to define key issues. Expert witnesses / Elders often feel alienated in existing adversarial process. <i>Sui generis</i> issue re role of Elders is also under discussion and will be key subject on agenda at next meeting: March 8 in Winnipeg.</p>	<p>3. Rapport sur le Comité de liaison entre la Cour fédérale et le barreau en droit des autochones</p> <p>Compte rendu de Peter Grant et du juge Lemieux au sujet de la réunion du 21 octobre 2006 concernant les témoins experts. Le juge Lemieux a rédigé un document de travail énonçant une question clé : il arrive souvent que des milliers de documents soient présentés et qu’on n’en utilise que des centaines. Une gestion anticipée des instances est nécessaire, et les experts des deux parties doivent travailler ensemble à la détermination des questions clés. Les témoins experts / aînés se sentent souvent aliénés dans les actuelles procédures d’opposition. La question <i>sui generis</i> concernant le rôle des aînés fait aussi l’objet de discussions et sera un des sujets clés à l’ordre du jour de la prochaine réunion du 8 mars, à Winnipeg.</p>

<p>Chief Justice Lutfy noted the mandate of J. Mactavish as Chair of a working group to review expert evidence issues across all areas of practice.</p>	<p>Le juge en chef Lutfy souligne la nomination de la juge Mactavish à titre de présidente d'un groupe de travail chargé d'examiner les questions relatives au témoignage d'experts dans toutes les sphères du droit.</p>
<p>In response to a question regarding the possibility of separate rules for special groups, Chief Justice Lutfy noted that the "bias" in the Federal Court is to have generic rules, though the final outcome is to be confirmed. Much can be done in practice / case management without changing the rules.</p>	<p>En réponse à une question concernant la possibilité d'établir des règles distinctes pour des groupes distincts, le juge en chef Lutfy indique que la Cour fédérale a tendance à privilégier l'établissement de règles générales, malgré le fait que le résultat final reste encore à confirmer. On peut en faire beaucoup en pratique et en gestion des instances sans que les règles n'aient à être modifiées.</p>
<p>Chief Justice Richard made reference to the Supreme Court in the <u>Mitchell</u> case and also noted the consultation process for the Rules Committee if changes were proposed.</p>	<p>Le juge en chef Richard mentionne l'arrêt <i>Mitchell</i> de la Cour suprême et explique le processus de consultation du Comité des règles si des changements devaient être proposés.</p>
<p>4. "endorsements" on stay motions – possibility of reporting on the Court's database or otherwise to that the private bar may access them</p>	<p>4. Inscriptions manuscrites pour des requêtes en sursis – la possibilité d'accès au moyen de la banque de données de la Cour ou autrement pour donner accès au barreau privé</p>
<p>Lorne Waldman noted the Court often issues endorsements for stay motions. Although unpublished, DOJ keeps copies and cites them even though they are not accessible: "not a level playing field." If precedents, these should be published.</p>	<p>Lorne Waldman souligne que la Cour consigne souvent les ordonnances relatives aux requêtes en sursis. Ces dernières ne sont pas publiées, mais Justice en conserve des copies et les cite, même si elles ne sont pas accessibles, ce qui n'est pas une situation équitable. Si elles constituent un précédent, elle doivent être publiées.</p>
<p>Chief Justice Lutfy suggested the Bar bring this important issue to the Immigration Liaison committee via a formal letter. If cases are of precedential value, the practice can be changed in order to have them published. However, many cases are decided on the facts and there is no real precedent.</p>	<p>Le juge en chef Lutfy propose que le Barreau porte cette question importante à l'attention du Comité de liaison sur l'immigration au moyen d'une lettre officielle. Si certaines instances ont une valeur de précédent, il est possible de modifier la façon de faire afin qu'elles soient publiées. Toutefois, un grand nombre de décisions se rendent selon les faits et aucun véritable précédent n'est établi.</p>
<p>Chief Justice Richard questioned the Court's role as to the precedential value, noting a US practice to designate whether a case is of precedential value: under this practice, lawyers can't cite "non-precedential" cases and are subject to contempt.</p>	<p>Le juge en chef Richard émet des doutes concernant le rôle de la Cour quant à la valeur de précédent. Il mentionne que les É.-U. ont comme pratique de déterminer la valeur de précédent d'une affaire. Selon cette façon de faire, les avocats ne peuvent pas citer des cas qui n'établissent pas de précédent et qui peuvent donner lieu à un outrage.</p>
<p>Chief Justice Lutfy distinguished the current scenario, where there is usually only a very short hearing (approximately 30 minutes) and there is no impediment for the Bar to use an order.</p>	<p>Le juge en chef Lutfy établit une distinction pour la situation actuelle, où l'audience est normalement très courte (environ 30 minutes) et où rien n'empêche le Barreau de recourir à une ordonnance.</p>

<p>Mr. Jetté noted that it is difficult to bring an appeal of a <i>Direction</i>. Chief Justice Lutfy replied that if counsel wants an Order, a motion should be filed.</p>	<p>M. Jetté fait remarquer qu’il est difficile d’interjeter appel à l’encontre d’une <i>directive</i>. Le juge en chef Lutfy répond que si un avocat veut obtenir une ordonnance, il doit déposer une requête.</p>
<p>5. Intellectual Property Section – revitalization of the Court practices committee</p>	<p>5. Section de propriété intellectuelle – renouvellement du comité de pratique</p>
<p>Ms. Elliot provided an update of the Court Practice Committee, which organizes the “judges’ dinner” and whose mandate includes communications with the Courts. The Bar welcomes recent Court initiatives regarding standardization of the Anton Piller orders and creation of a senior counsel working group, which respond to concerns of the Bar. The Bar would like to see the Practice Committee have an opportunity to comment on the group’s recent paper.</p>	<p>M^e Elliot fait un compte rendu des travaux du Comité sur la pratique judiciaire, qui est chargé d’organiser le « dîner des juges » et dont le mandat comprend la communication avec les Cours. Le Barreau approuve les dernières initiatives de la Cour concernant la normalisation des ordonnances Anton Piller et la mise sur pied d’un groupe de travail d’avocats principaux, puisque ceci répond à ses préoccupations. Le Barreau aimerait que le Comité sur la pratique judiciaire ait l’occasion de se prononcer sur le dernier document du groupe.</p>
<p>Chief Justice Lutfy noted that the “working group” is not yet a formal “liaison committee.” J. Hughes and the working group had been asked to make recommendations as to the liaison structure, and feedback is invited from the Bar on this. As for Anton Piller orders, the Court is resurrecting the Court working group with Professor Berryman to review Court practice (ref. <u>Canadian Celanese</u>).</p>	<p>Le juge en chef Lutfy souligne que le groupe de travail n’est pas encore un comité de liaison officiel. On avait demandé au juge Hughes et au groupe de travail de formuler des recommandations quant à la structure de liaison. On sollicite la rétroaction du Barreau sur cette question. Pour ce qui est des ordonnances Anton Piller, le groupe de travail de la Cour sera remis sur pied avec le professeur Berryman afin qu’on puisse examiner les pratiques de la Cour (<i>Canadian Celanese</i>).</p>
<p>Mr. Grant described a proposal from the liaison committee recommending that a list of top cases be available which are deemed to be cited so that paper copies need not be filed. However, a process is needed, as now available in B.C.</p>	<p>M^e Grant explique une proposition faite par le Comité de liaison qui recommande l’établissement d’une liste des affaires les plus souvent citées afin d’éviter le dépôt de copies papier. Toutefois, il faut établir un processus comme celui élaboré en C.-B.</p>
<p>Lorne Waldman noted that an immigration casebook was being prepared. A long list, received recently from Justice, would be reviewed by the Bar, which recommended a “minimalist approach”: e.g., SCC cases only such as <u>Baker, Ward</u>.</p>	<p>Lorne Waldman indique qu’un recueil de jurisprudence sur l’immigration est en train d’être élaboré. Le Barreau, qui a recommandé l’adoption d’une approche « minimaliste », doit examiner une longue liste fournie par Justice : p. ex. arrêts de la CSC seulement, comme <i>Baker</i> et <i>Ward</i>.</p>
<p>Chief Justice Richard noted that a joint book of authorities is more common, and that often too many cases are cited. The Court of Appeal is prepared to consider the Bar’s proposal.</p>	<p>Le juge en chef Richard fait valoir qu’un recueil conjoint de jurisprudence et de doctrine est une pratique plus courante. Il arrive souvent qu’on cite trop de jugements. La Cour d’appel se dit prête à étudier la proposition du Barreau.</p>

<p>Ms. Elliot noted that the IP Bar is working with the Court to develop a bench book using an “expansive approach,” a rewrite of the Henderson lectures, which is very different than a book of authorities.</p>	<p>M^e Elliot dit que la section de la propriété intellectuelle du Barreau travaille avec la Cour à l’élaboration d’un cahier d’audience selon une « méthode à grande portée », un remaniement des conférences données par Henderson, qui est très différent d’un recueil de jurisprudence et de doctrine.</p>
<p>Justice O’Reilly suggested a different name be adopted, such as a <i>book of common authorities</i>, to distinguish from classic bench books, and that this be posted on the web site.</p>	<p>Le juge O’Reilly propose l’adoption d’un autre nom, comme le <i>recueil de jurisprudence et de doctrine communs</i>, afin de différencier ce recueil des cahiers d’audience classiques. Il propose que ce nom soit publié dans le site Web.</p>
<p>7. Class Actions Database</p>	<p>7. Banque de données – recours collectifs</p>
<p>Ms. Froc noted that the CBA is launching a class action database January 2007 to help avoid overlapping subject matter / membership. In B.C., a practice direction requires counsel to post claims to the database, with Ontario and Quebec to follow.</p>	<p>M^e Froc signale qu’en janvier 2007, l’ABC lancera une banque de données sur les recours collectifs qui contribuera à empêcher le chevauchement des sujets et des membres. En C.-B., une instruction relative à la pratique prévoit qu’un avocat doit afficher les droits d’action dans la banque de données. L’Ontario et le Québec doivent emboîter le pas sous peu.</p>
<p>Chief Justice Lutfy noted that he receives a monthly report on class actions, and that Mr. Baumberg would follow-up with the CBA.</p>	<p>Le juge en chef Lutfy dit qu’il reçoit chaque mois un rapport sur les recours collectifs et que M. Baumberg fera un suivi auprès de l’ABC.</p>
<p></p>	<p></p>
<p>COURT ITEMS:</p>	<p>POINTS SOULEVÉS PAR LA COUR :</p>
<p>8. Court update</p>	<p>8. Le point : Cour d’appel fédérale</p>
<p>Chief Justice Lutfy noted that the Federal Court is up to date with actions, non-immigration judicial reviews, as well as immigration judicial reviews outside Toronto. He then asked different members of the Federal Court to speak about specific issues.</p>	<p>Le juge en chef Lutfy indique que la Cour fédérale est à jour quant à ses instances, aux contrôles judiciaires autres qu’en matière d’immigration et aux contrôles judiciaires en matière d’immigration traités à l’extérieur de Toronto. Il demande à différents membres de la Cour fédérale de parler de questions précises.</p>
<p>Justice O’Reilly noted the Court’s initiative to facilitate transparency with the creation of a liaison committee with the Parliamentary Press Gallery. At a recent meeting, it was proposed there be media information sessions provided regarding the way the court works: general off-the-record briefings on difficult subject areas. The first will be a national security session, followed by immigration law.</p>	<p>Le juge O’Reilly signale l’initiative de la Cour visant à faciliter la transparence par la mise sur pied d’un comité de liaison avec la Tribune de la presse parlementaire. Lors d’une récente réunion, on a proposé la tenue de séances d’information à l’intention des médias concernant le fonctionnement de la Cour : séances d’information officielles sur des sujets présentant des difficultés particulières. La première séance portera sur la sécurité nationale. Ensuite, on abordera le droit de l’immigration.</p>

<p>There was also a request for case-specific briefings, similar to the SCC events, providing history, context, etc., but with an officer of the Court, not a judge.</p>	<p>Quelqu'un demande qu'on tienne des séances d'information portant sur des affaires précises, un peu comme le fait la CSC, où on donnerait l'historique, le contexte, etc., d'une affaire. Ce type de séance serait donné par un fonctionnaire judiciaire et non par un juge.</p>
<p>Finally, a new website was recently launched, with on-going work. Mr. Jetté asked for the Courts to provide a link from one Court web site to the other.</p>	<p>Enfin, on a récemment lancé un nouveau site web sur lequel on travaille encore. M. Jetté demande aux Cours de fournir un lien permettant de naviguer entre les sites des différentes Cours.</p>
<p>Justice Phelan spoke about an upcoming "Future Directions" process within the Federal Court, inspired in part by recent exchanges with the Federal Court of Australia which takes a regular look at the overall direction of the Court and its longer-term vision. It is expected that this on-going process will help the Chief Justice plan strategies with the Bar to improve management of the Court's work.</p>	<p>Le juge Phelan parle de l'initiative des « orientations futures » de la Cour fédérale, inspirée en partie des récents échanges avec la Cour fédérale de l'Australie, qui examine régulièrement ses orientations générales et sa vision à long terme. On s'attend à ce que cette initiative continue aide le juge en chef à planifier des stratégies conjointes avec le Barreau visant à améliorer la gestion des travaux de la Cour.</p>
<p>Chief Justice Lutfy noted recent and upcoming education seminars:</p> <ul style="list-style-type: none"> • June – Charter • September – Immigration Law • December – Employment Insurance • January – Maritime Law • February – Anton Piller Injunctions • April – Contempt of Court • May – Intellectual Property • On-going – National Security <ul style="list-style-type: none"> ○ Effort to get balanced exposure to different points of view ○ Last week – Judge Richard Posner's views re electronic surveillance 	<p>Le juge en chef Lutfy énumère les séminaires d'apprentissage qui ont eu lieu récemment et qui auront lieu bientôt :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Juin – Charte • Septembre – droit de l'immigration • Décembre – assurance-emploi • Janvier – droit maritime • Février – injonctions Anton Piller • Avril – outrage au tribunal • Mai – propriété intellectuelle • Continu – sécurité nationale <ul style="list-style-type: none"> ○ un effort visant à obtenir, à parts égales, différents points de vue <p>Semaine dernière – le point de vue du juge Richard Posner concernant la surveillance électronique</p>
<p>Mr. Garnons-Williams noted that the Registry is looking at how it offers service to judiciary / litigants. A survey will soon be circulated to litigants.</p>	<p>M^e Garnons-Williams souligne que le greffe examine en ce moment sa façon de faire concernant la prestation de services à la magistrature et aux plaideurs. Un sondage sera bientôt envoyé aux plaideurs.</p>
<p>Mr. Jetté noted his great expectations due to regular high level service, though mentioning a recent experience where it took the Registry 3 days to find that a document on docket was not available because it had already been returned to counsel. Such information should be on computer.</p>	<p>M. Jetté indique que ses attentes sont très élevées, étant donné la haute qualité des services auxquels le greffe l'a habitué. Il mentionne cependant une situation récente où le greffe a mis trois jours à constater qu'un document dans un certain dossier n'était pas accessible parce qu'il avait déjà été renvoyé à l'avocat concerné. Ce type d'information devrait être informatisé.</p>

<p>Chief Justice Richard provided an update regarding the rules committee and its many sub-committees and noted the appointment of Peter Hutchins (Aboriginal law practitioner from Montreal). The last meeting was held June 9, and the next meeting is scheduled for November 24.</p>	<p>Le juge en chef Richard présente un compte rendu des travaux du Comité des règles et de ses multiples sous-comités. Il mentionne également la nomination de M^e Peter Hutchins (avocat exerçant le droit autochtone à Montréal). La dernière réunion du Comité des règles a eu lieu le 9 juin. La prochaine réunion est prévue le 24 novembre.</p>
<p>Recent amendments were made to the expert witness rules: see <i>Rules amending the Federal Courts Rules</i>, published in Part II of the <i>Canada Gazette</i> on October 4, 2006, volume 140, no. 20.</p>	<p>Des modifications ont été récemment apportées aux dispositions concernant les témoins experts : voir les <i>Règles modifiant les Règles des Cours fédérales</i>, publiées dans la Partie II de la <i>Gazette du Canada</i>, le 4 octobre 2006, volume 140, n^o 20.</p>
<p>There were also published proposed amendments to the Federal Courts Rules regarding prothonotaries: see <i>Rules Amending the Federal Courts Rules</i> pre-published in Part I of the <i>Canada Gazette</i> on September 23, 2006, volume 140, no. 38.</p>	<p>Des propositions de modifications à apporter aux <i>Règles des Cours fédérales</i> concernant les protonotaires ont aussi été publiées : voir les <i>Règles modifiant les Règles des Cours fédérales</i>, publiées au préalable dans la Partie I de la <i>Gazette du Canada</i>, le 23 septembre 2006, volume 140, n^o 38.</p>
<p>Regarding summary judgments, a discussion paper was issued (November 17 deadline for comments).</p>	<p>En ce qui concerne les jugements sommaires, un document de travail a été publié (la date limite pour formuler des commentaires est le 17 novembre).</p>
<p>Regarding status review, proposed amendments are soon to be pre-published in the <i>Canada Gazette</i>.</p>	<p>En ce qui concerne les examens de l'état de l'instance, les modifications proposées seront bientôt publiées au préalable dans la <i>Gazette du Canada</i>.</p>
<p>Regarding class proceedings, proposed amendments will also soon be pre-published in the <i>Gazette</i>.</p>	<p>En ce qui concerne les recours collectifs, les modifications proposées seront bientôt publiées au préalable dans la <i>Gazette du Canada</i>.</p>
<p>Chief Justice Lutfy noted that the new status review rules will apply only to the Federal Court, which has different practice issues than the Appeal Court.</p>	<p>Le juge en chef Lutfy souligne que les nouvelles dispositions concernant les examens de l'état de l'instance s'appliqueront seulement à la Cour fédérale puisque ses pratiques sont différentes de celles de la Cour d'appel.</p>
<p>Mr. Jetté, upon being advised by Chief Justice Lutfy that few actions go to trial without case management (except simplified actions), stated that the time periods were too short and there should be automatic case management. In response, Chief Justice Lutfy proposed a meeting with the CMLA. Justice Heneghan noted she had provided the committee comments from the Halifax maritime bar meeting.</p>	<p>Après avoir été avisé par le juge en chef Lutfy que bien peu d'instances se rendent devant la cour sans passer par la gestion des instances (à l'exception des actions simplifiées), M. Jetté affirme que les délais sont trop courts et que la gestion des instances devrait être automatique. Le juge en chef Lutfy propose donc de tenir une réunion avec l'ACDM. La juge Heneghan dit avoir fait part au comité des commentaires issus de la réunion de la section du droit maritime du Barreau tenue à Halifax.</p>

<p>Ms. Bowers then provided an update concerning the Federal Court of Appeal Registry, noting that she was working with Mr. Garnons-Williams to prepare a survey of litigants. Furthermore, a retreat was organized for the Appeal Registry to promote a healthy work environment and to ensure client focus.</p>	<p>M^e Bowers fait un compte rendu des activités du greffe de la Cour d'appel fédérale. Elle indique qu'elle a travaillé avec M^e Garnons-Williams à l'élaboration d'un sondage à l'intention des plaideurs. De plus, on a organisé une retraite pour les employés du greffe de la Cour d'appel dans le but de favoriser un milieu de travail sain et de veiller à ce que la priorité soit accordée aux clients.</p>
<p>QUESTIONS OF GENERAL INTEREST:</p>	<p>QUESTIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL :</p>
<p>10. Next meeting Ms. Froc will review dates with Mr. Giroux.</p>	<p>10. Prochaine réunion M^e Froc doit examiner les dates avec M^e Giroux.</p>
<p>11. Other Mr. Jetté noted this was a very interactive meeting.</p>	<p>11. Varia M. Jetté souligne que la réunion a été très dynamique.</p>
<p>12. Closing remarks</p>	<p>12. Mot de la fin</p>